

Cet excellent ouvrage constitue une contribution exceptionnelle que l'on aimerait voir se développer dans une histoire générale de la *fitna* sur l'ensemble d'al-Andalus.

Vincent LAGARDÈRE  
(Université de Bordeaux III)

Jean-Claude GARCIN, Michel BALIVET, Thierry BIANQUIS, Henri BRESC, Jean CALMARD, Marc GABORIEAU, Pierre GUICHARD et Jean-Louis TRIAUD, *États, sociétés et cultures du monde musulman médiéval, X<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle*, t. 1, *L'évolution politique et sociale*. Paris, PUF (Nouvelle Clio), 1995. 467 p.

Il convient de saluer, en premier lieu, le caractère à la fois ambitieux et novateur de l'entreprise qui vise à couvrir l'histoire de l'ensemble du monde musulman, sur une longue période qui demeure globalement assez mal connue, malgré la multiplication actuelle des travaux la concernant. Qui plus est, cette période est celle durant laquelle l'Islam prend une dimension mondiale, et non plus seulement régionale méditerranéenne, dans un mouvement d'expansion auquel l'ouvrage fait une large part. On ne peut que se réjouir de voir publier un tel manuel en langue française, qui faisait jusqu'à présent cruellement défaut, et qui prend la suite dans la collection de celui bien connu de R. Mantran, *L'expansion musulmane (VII<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècles)*. Ce n'est pas seulement par son volume, autrement plus copieux, que l'ouvrage analysé ici diffère de son prédecesseur, mais aussi par le fait que ce n'est pas l'œuvre d'un auteur unique, mais résulte de la collaboration d'un nombre impressionnant d'historiens. Le temps est, à l'évidence, révolu où il était encore envisageable pour un seul homme d'introduire à l'histoire de l'ensemble du *Dār al-Islām*, fût-ce pour une période relativement limitée et sur laquelle l'intérêt des chercheurs s'était longtemps fixée. Les différentes contributions ont donc été confiées ici à autant de spécialistes des différentes régions concernées. J.-Cl. Garcin, outre la coordination générale, avec les introductions et conclusions, s'est chargé du domaine abbasside, des Seldjukides et de leurs héritiers, des Zankides et des Ayyubides, et du Proche-Orient à l'époque mameluke. P. Guichard a traité de l'Occident musulman, au sens du Maghreb Extrême et d'al-Andalus, avec les Amirides et les princes de taïfas, les Almoravides, les Almohades, la poussée européenne. Th. Bianquis a englobé ce qui est désigné ici comme « l'espace ismaïlien », de l'Ifriqiya à la Syrie. H. Bresc a fait le tableau des chocs des reconquêtes et de la croisade. M. Balivet a abordé les Seldjukides de Rūm, puis les premiers Ottomans et les Turcomans. J. Calmard a contribué avec l'invasion mongole et la domination des Mongols et de leurs successeurs dans le monde irano-musulman. J.-L. Triaud et M. Gaborieau ont eu en partage l'expansion de l'Islam en ses deux extrémités, l'Afrique pour le premier, l'Inde et l'Asie orientale pour le second.

Une division aussi poussée du travail présente certainement l'avantage de garantir, en principe, que chaque domaine sera traité avec le maximum d'exactitude et que les points de

vue apportés et les bibliographies fournies seront les plus à jour. Il n'est pourtant pas sans poser de délicats problèmes de délimitation, notamment géographique : c'est ainsi que considérer comme un ensemble un « espace ismaïlien » aboutit à séparer l'Ifriqiya fatimide, puis ziride, et même le Maghreb central, du reste de l'Occident musulman, et à traiter de l'invasion hilalienne, et de ses suites, objet de polémiques, à l'intérieur de cet espace, au risque de désorienter l'utilisateur.

La division de la bibliographie en deux parties : une bibliographie de référence, organisée alphabétiquement selon les grandes parties de l'ouvrage, et où sont censés n'avoir été retenus que les ouvrages et articles, et les plus importants, et une bibliographie détaillée, présente l'inconvénient d'entraîner de nombreuses redites, dont l'élimination eût peut-être permis de faire une place à d'autres travaux, et notamment, à un certain nombre de ceux publiés dans des langues non occidentales.

Dans l'ensemble des outils de travail, placé en tête de l'ouvrage et qui forme un volumineux dossier de 221 p., les bibliographies sont suivies de tableaux généalogiques et chronologiques et de cartes. L'ensemble est certainement d'une grande utilité. Cependant, en dépit de l'avertissement selon lequel les cartes constituent de simples schémas destinés à permettre au lecteur de se situer dans l'espace, on regrette d'y trouver un certain nombre d'erreurs de fait, qui ne sont pas toujours sans importance historique<sup>15</sup>. Ces erreurs, ou ces imprécisions, sont évidemment dues à la reprise de cartes publiées en d'autres lieux, sans que l'origine n'en soit indiquée.

D'autres erreurs sont imputables aux conditions de fabrication de l'ouvrage. Ainsi la date de 1243 donnée (p. 226), pour celle de la conquête de Séville par les chrétiens ne peut-elle résulter que d'une coquille d'impression pour 1248. Mais on peut également détecter un certain nombre de fautes d'orthographe, si l'on veut bien prendre pour telles l'absence des accents propres à notre langue<sup>16</sup>. Dans le même ordre d'idées, on regrette l'emploi surprenant de la graphie *tayfa*, qui n'est ni la transcription de l'arabe (*tā'ifa*), ni la graphie espagnole (*taifa*), ni celle habituelle et logique en français (*taïfa*).

15. La carte, n° 15 (*La Méditerranée occidentale de la Reconquête*) est fausse, au moins pour le tracé de la frontière dans la péninsule Ibérique vers 1200. À cette date Alarcos et Calatrava sont en territoire musulman, ces deux places ayant été reconquises par les Almohades après la bataille d'Alarcos (1195) et perdues seulement en 1212, à la veille de la Navas de Tolosa. Pour la carte 5 (*La péninsule Ibérique vers le milieu du XI<sup>e</sup> siècle*), Salvatierra et Alarcos ne sont pas des « villes » mais de simples forteresses, qui n'existent probablement pas encore, au surplus, à la date indiquée. Elles paraissent l'une et l'autre mal placées, la première trop près du Guadiana et de Calatrava, la seconde trop près du Guadal-

quivir. On peut s'interroger sur la réalité de l'existence de Salamanque au milieu du XI<sup>e</sup> s. Par contre il aurait été intéressant d'indiquer Zamora trop souvent oubliée, ainsi encore, dans la seconde édition de l'*Encyclopédie de l'Islam*. Dans la carte 18 (*La péninsule Ibérique et le Maghreb à l'époque almohade*), on regrette le caractère exagérément flou de la datation. Ce qui est gênant dans la mesure où la carte indique une ligne-frontière, alors que le front islamochrétien a particulièrement varié durant cette période, qui s'étend en gros du milieu du XII<sup>e</sup> au milieu du XIII<sup>e</sup> s.

16. À titre d'exemple, sur la p. 10 : « de couteuses armées », « liaison idéologique nécessaire ».

Mais d'autres approximations sont plus gênantes, dans la mesure où elles touchent la substance même de l'histoire ou, pour le moins, risquent d'induire dans une fausse interprétation, que ne partagent certainement pas les auteurs de l'ouvrage, le lecteur non-spécialiste, auquels précisément le livre est censé être destiné. Une phrase telle que : « Le califat espagnol connaît son siècle d'or (le x<sup>e</sup> siècle) alors que les Abbassides sont déjà au plus bas de leurs humiliations » (p. 11) est critiquable en premier lieu parce qu'il ne s'agit pas d'un califat « espagnol », tout au plus « dans la péninsule Ibérique », et que mieux aurait valu dire : « le califat omeyyade d'al-Andalus ». Il est également difficile d'affirmer que le x<sup>e</sup> siècle constitue « son siècle d'or », pour la bonne raison que proclamé en 929 seulement, il disparaît définitivement dès 1031. Mais dès la fin des années 970, la dépossession du pouvoir califal par Ibn Abī 'Āmir « est plus complète que celle qui s'est produite en Orient au profit des émirs turcs, puis buwayhides » (p. 53), et la « révolution de Cordoue » a ouvert en 1009 une période d'une vingtaine d'années de crise profonde.

Dès l'introduction (p. 9), on regrette de voir encore employer le nom d'Espagne pour désigner la partie islamique de la péninsule Ibérique, à laquelle ne peut s'appliquer en toute rigueur que celui d'*al-Andalus*. C'est là contribuer à perpétuer une traditionnelle distorsion de perspective, qui tend à faire voir en al-Andalus une simple partie de l'Espagne éternelle, passagèrement et superficiellement recouverte par l'Islam, en dépit de la part si importante prise par l'un des auteurs, précisément, de l'ouvrage, P. Guichard, dans la réfutation de cette erreur, par son livre fondamental sur les *Structures sociales « orientales » et « occidentales » dans l'Espagne musulmane* (Paris - La Haye, 1977), plus justement intitulé, dans sa version espagnole : *Al-Andalus. Estructura antropológica de una sociedad islámica en Occidente* (Barcelone, 1976; réédition, université de Grenade, 1994, avec un essai introductif d'A. Malpica Cuello). Les historiens espagnols eux-mêmes, et particulièrement les médiévistes et les arabisants, n'emploient plus guère que le nom d'*al-Andalus*, et l'adjectif *andalusí*, pour désigner la partie islamisée de la Péninsule, et ses habitants. Quel historien français sérieux irait d'ailleurs parler de la « France mérovingienne » par exemple, alors qu'il serait bien plus justifié à le faire ?

On comprend que l'ouvrage soit d'abord destiné à des étudiants français, qui ne sont pas nécessairement spécialisés dans l'étude de l'histoire des peuples musulmans. Cependant l'élimination de la bibliographie de tout travail en langues non occidentales nous paraît regrettable puisqu'il existe un public d'étudiants francophones, qu'ils soient français ou non, susceptibles d'être intéressés également à connaître au moins l'existence des meilleures études, en langue arabe notamment. Signaler au moins cette existence eût permis d'éviter de tomber dans le travers de l'« europocentrisme », dont J.-Cl. Garcin se défend dans la présentation, à propos du choix consistant à indiquer d'abord les dates selon l'ère chrétienne. Les Arabes, et les autres peuples musulmans, possèdent aujourd'hui une historiographie moderne dans leurs propres langues, quelles que soient les réserves que l'historien occidental peut être amené parfois à formuler sur la valeur de certaines œuvres. Mais il n'est pas toujours facile, même pour le demi-spécialiste, de se reconnaître dans cette production. Il aurait pu revenir aux vrais spécialistes, auteurs de cet ouvrage, de mettre en évidence ce qui, parmi elle, leur paraissait réellement important. Il n'est pas certain que l'ouvrage en aurait été démesurément

alourdi, étant donné les redites précédemment signalées, et la présence d'un certain nombre de publications assez surprenantes dans ce contexte. Pour s'en tenir à l'Occident musulman, et à l'évolution politique et sociale, il est clair qu'il aurait été moins déplacé, dans un ouvrage de cette ambition et de cette qualité, de mentionner certains travaux en langue arabe, plutôt par exemple, que le livre de Béraud-Villars sur les Almoravides (*Les Touaregs au pays du Cid*, Paris, 1946), bien trop généreusement qualifié de « vulgarisation un peu vieillie ». On reconnaîtra néanmoins que, toujours pour se limiter à l'Occident musulman, P. Guichard a accordé une large place aux travaux hispaniques, contrairement à une certaine tradition française, pour laquelle l'historiographie écrite dans les langues ibériques, et particulièrement en castillan, est presque aussi « exotique » que celle en langue arabe.

La contribution d'Henri Bresc (chap. vi, « Les chocs des reconquêtes et de la Croisade ») est certainement la plus originale. Elle comporte certainement des expressions parfois un peu excessives ou trop rapidement formulées. Ainsi lorsqu'il est dit (p. 195-196) qu'à Tolède, après 1085, il n'existe « pas de quartier séparé, pas de *morería*, ni de *judería* ». En fait, s'il n'y a jamais eu dans cette ville de secteur musulman réservé (*morería*), même lorsqu'y ont vécu, aux derniers siècles du Moyen Âge, des musulmans soumis (*mudéjares*), le quartier juif séparé, la *judería*, signalé dès le ix<sup>e</sup> siècle, sous le régime islamique, existe bien jusqu'à la fin du xv<sup>e</sup> s. et l'expulsion de 1492. L'immigration [chrétienne] n'y a pas « suivi la dégradation du statut des musulmans », les musulmans n'étant, semble-t-il, pas restés dans la ville après la conquête de 1085. Je ne pense pas que « les familles de *notarios del arabigo* forment l'essentiel de la bureaucratie royale pour passer ensuite dans les rangs de la haute noblesse castillane ». J'ai seulement signalé des exemples de notaires mozabares au service de la monarchie castillane, et deux cas, certainement exceptionnels, de familles de la noblesse castillane tirant leur origine, l'une, celle des comtes d'Orgaz, peut-être, d'un de ces notaires mozabares, et l'autre, celle qui est à l'origine des ducs d'Albe, certainement, d'un personnage mozabare, à la qualification non précisée.

Ce volume, principalement, mais non exclusivement, consacré à l'histoire politique ou « événementielle », sera suivi d'un autre, qui abordera des aspects différents du monde musulman dans la même période. On ne doute pas qu'y seront traitées des questions qui paraissent négligées, ou trop superficiellement étudiées, dans celui-ci. Ainsi, malgré le sous-titre : « Tome 1. L'évolution politique et sociale », on constate que peu est dit sur l'évolution de la société, et notamment sur l'importante question des « minorités » (ou si l'on préfère, des « communautés non musulmanes »).

On comprendra que les critiques qui ont été ici exprimées ne correspondent qu'à une attente, peut-être exagérée, placée dans un ouvrage réellement important. Il ne fait guère de doute que celui-ci, complété par son second volume, et éventuellement corrigé sur certains points, sera longtemps le livre de référence pour qui voudra, en français, non seulement aborder, mais s'immerger dans le monde musulman médiéval, dans un esprit d'historien.

Jean-Pierre MOLÉNAT  
(CNRS-IRHT, Paris)

Rámon MENÉNDEZ PIDAL, *Historia de España. VIII, Los Reinos de Taifas, Al-Andalus en el siglo XI.* Espasa-Calpe, Madrid, 1994. xxii + 785 p.

Ce très bel ouvrage collectif, coordonné par María Jesús Viguera Molins, est divisé en huit parties, traitant de l'ensemble de la vie politique, sociale, économique, religieuse, culturelle et architecturale de ce xi<sup>e</sup> siècle andalou.

Après un prologue de présentation de l'ouvrage (I-XXII), la première partie : *Historiographie* (p. 3-27), rédigée par Louis Molina Martínez, présente une analyse brillante des chroniques (*Dahīra d'Ibn Bassām*, *Hulla d'Ibn al-Abbār*, *Bayān d'Ibn 'Idārī*, *A'māl d'Ibn al-Ḥaṭīb*, *Matīn d'Ibn Ḥayyān*), des ouvrages géographiques (al-'Udrī, al-Bakrī, al-Qazwīnī, al-Ḥimyārī), des dictionnaires biographiques (Ibn Baškuwāl, al-Humaydī) et des mémoires de l'émir 'Abd Allāh, pouvant servir à l'histoire de ce siècle.

La seconde partie : *Histoire politique*, par María Jesús Viguera Molins (p. 31-129), retrace la décadence du pouvoir central omeyyade, les prétentions 'amirides et le surgissement des Taifas avec l'abolition du califat omeyyade en 1031. L'auteur présente l'émergence des « taifas » des « nouveaux » Berbères, le pouvoir des Banū Hammūd sur leurs « taifas » de Malaga et Algeciras, la « taifa » zīrī de Grenade, celles de Carmona, Morón, Arcos et Ronda. Suivent la prise du pouvoir par les « slaves » qui proclament califes deux neveux d'al-Manṣūr, quelques considérations sur leur pouvoir au Levante et la présentation des « taifas » de Tortosa, de Valence, de Dénia, des îles Baléares, d'Almeria et de Murcie, de Badajoz. Le troisième groupe, des Andalous, créera une entité andalouse et manifestera son pouvoir dans les « taifas » de Zaragoza, Valencia, Albarracín, Alpuente, Murviedro, Badajoz, Toledo, Mértola, Niebla, Huelva, Santa Maria del Algarve, Siles, Córdoba, Sevilla. La fin de ces « taifas » naîtra de la conquête des unes par les autres, de l'avancée des conquêtes chrétiennes et des conquêtes almoravides.

La troisième partie : *Les institutions* (p. 135-225), comprend quatre subdivisions. La première : le pouvoir politique, exercice de la souveraineté, de la plume de María Jesús Viguera Molins, est un ensemble de considérations générales sur les sources d'information traitant des institutions politico-administratives des « taifas », le souverain et ses titulatures, les fonctions et les signes du pouvoir du souverain des « taifas », l'accès au pouvoir et la légitimité. La deuxième : l'administration, du même auteur, après des considérations générales, présente les vizirs, les secrétaires, les gouverneurs et agents de ce pouvoir régional. La troisième : la justice, les cadis et autres magistrats, rédigée par Muḥammad Ḥallāf, présente le pouvoir politique et judiciaire au xi<sup>e</sup> siècle dans les « taifas » de Córdoba, Granada, Sevilla, Toledo, Levante, Zaragoza. L'auteur détaille la titulature des cadis d'al-Andalus, leur juridiction territoriale, leur culture, leurs caractéristiques, le pouvoir et la compétence du cadi, le déroulement de sa charge, sa situation économique et les autres fonctions exercées par les cadis andalous, avant d'aborder les autres magistratures : *ṣāhib al-madīna*, *al-maẓālim*, *al-radd*, *al-ṣurṭa*, *al-sūq*, *aḥbās*, *mawārit*. La quatrième : l'armée, de la plume de Manuela Marín, analyse la composition des armées, leur nombre, l'organisation interne, la flotte, les soldats, les chefs d'armée, les diverses composantes de cette armée : Berbères, Slaves et autres, l'activité